

L'Église maronite et l'avenir du Liban chrétien

par le père Damien-Marie,
de la Fraternité de la Transfiguration

Cette étude a été publiée une première fois dans *La Simandre* ¹ entre mai et septembre 2001 sous le titre : « L'Église maronite : comment l'on peut être oriental et catholique ». Elle a été revue et complétée par l'auteur pour une publication dans nos colonnes.

Le sel de la terre.

*

*Veluti rosas esse inter orientalium infidelium,
haereticorum et schismaticorum spinas,
gratia Dei florentes* ².

L'ÉGLISE DITE « MARONITE », située essentiellement au Liban, mérite qu'on considère son histoire mouvementée avec quelque détail ; c'est, en effet, la seule des communautés chrétiennes d'Orient qui ne compte que des catholiques. En parfaite communion avec Rome et s'affichant sans complexe comme telle, elle est, dans un Proche-Orient où les dissidences religieuses sont nombreuses, l'exemple même de l'unité qui devrait régner chez tous ceux qui se réclament de l'Église fondée par Notre-Seigneur. La tragédie que subit depuis trente ans le Liban peut nous remplir d'amertume, elle n'empêche pas que le modèle maronite d'une chrétienté à la

¹ — Bulletin de la Fraternité de la Transfiguration, le Bois, 36220 Mérygnay.

² — Propos du pape Alexandre VII (1655-1667) à propos des Maronites : « Comme des roses au milieu des épines des Orientaux infidèles, hérétiques et schismatiques, ils fleurissent par la grâce de Dieu » (cité dans *Dictionnaire de théologie catholique*, t. X, I, col. 114).

fois orientale et romaine n'est pas une utopie ni un accident de l'histoire ; les incontestables fruits de dynamisme, de culture et de sainteté qu'elle a produits en sont la preuve.

Origines

Les origines de l'Église maronite sont quelque peu controversées. Au départ il y eut un ermite, Maroun (ou Maron), mort vers 410, dont la sainteté fut à l'origine d'un monastère florissant, Mar Maroun, au nord de la Syrie, dans les alentours d'Apamée (son emplacement précis a disparu du sol et même de la mémoire des hommes). Aux V^e et VI^e siècles, les moines de Mar Maroun furent, dans l'Église syrienne antiochienne, qu'on appela plus tard melkite, un des principaux centres de défense de l'orthodoxie contre la grande hérésie de l'époque, le monophysisme (qui ne reconnaissait qu'une seule nature dans le Christ, lequel en conséquence ne serait pas pleinement homme) : c'est ainsi qu'en 517, 350 moines de Mar Maroun furent martyrisés pour cette cause.

Les choses se compliquèrent lorsqu'au siècle suivant, la contrée fut bouleversée par la conquête arabe musulmane : le siège patriarcal d'Antioche resta vacant de nombreuses années ; en outre, de nouvelles disputes théologiques se développaient. Et lorsque l'empereur byzantin Héraclius (610-641), menacé à la fois par les Perses et par les Arabes, crut rétablir la paix religieuse en imposant un compromis doctrinal – prétention qui nous semble exorbitante, mais qui s'affirma tout au long de l'histoire byzantine –, les moines de Mar Maroun le suivirent comme la plupart de ses sujets dans la doctrine « monothélite » (une seule volonté dans le Christ). Après bien des vicissitudes, le troisième concile œcuménique de Constantinople, en 680, rejeta comme hérétique ce compromis, mais quelques-uns, de bonne foi sans doute à cause de leur isolement (ils n'eurent probablement connaissance du concile qu'après bien des années voire des siècles), en restèrent à la doctrine d'Héraclius : ce furent les moines de Mar Maroun, ainsi que les populations chrétiennes qui étaient dans l'orbite du monastère, autrement dit les « Maronites », car on allait dès lors les appeler ainsi. Au début du VIII^e siècle ceux-ci firent proclamer le supérieur du monastère, déjà évêque, patriarche d'Antioche lors d'une nouvelle vacance du siège patriarcal, et dès lors, les Maronites constituèrent une communauté ecclésiale distincte et complètement isolée pendant quatre siècles, hérétique aux yeux des autres chrétiens syriens, mais conservant l'antique liturgie antiochienne que les Melkites allaient abandonner par la suite.

Faute de documents parfaitement incontestables, on discute encore pour savoir si les Maronites furent alors formellement hérétiques ; la plupart de

leurs historiens³ affirment au contraire l'« orthodoxie perpétuelle » des Maronites, faisant valoir – ce qui est parfaitement juste – qu'ils eurent toujours le sentiment d'appartenir à l'Église universelle et de maintenir l'orthodoxie doctrinale⁴. En tout cas, ils n'eurent jamais la volonté de se séparer de l'Église romaine, et ils le prouvèrent à partir du XI^e siècle. Auparavant, isolés par force, les Maronites forgeaient leur identité (celle du Liban) et survivaient, malgré l'occupation musulmane, en se repliant, inexpugnables, dans les montagnes, ou encore en s'expatriant (à Chypre, principalement où ils constituèrent une communauté importante jusqu'à l'invasion turque au XVI^e siècle).

Les croisades, occasion réussie de restaurer les liens avec la chrétienté universelle

A l'occasion des croisades, dès que les « Francs » abordèrent au Proche-Orient pour délivrer les Lieux saints, les Maronites collaborèrent pleinement avec les nouveaux venus, en qui ils virent, non des intrus mais des alliés et des coreligionnaires : attitude dont ils ne se départirent plus ensuite. Les croisades allaient marquer la fin du repli pour les Maronites, qui devinrent et demeurèrent, au Proche-Orient, à la pointe de la romanité et de l'ouverture sur le monde occidental. Ce n'est pas qu'ils n'eurent pas quelques déboires : ils étaient au départ considérés comme des hérétiques (pour les raisons développées plus haut) et face à la tutelle franque, il y eut des réticences, voire des dissidences, qui perdurèrent sporadiquement jusqu'au XIV^e siècle... mais la volonté d'unir les forces chrétiennes et d'être en communion avec le pontife romain était plus forte : dès l'arrivée des Latins, le patriarche maronite reconnut l'autorité du pape ; geste que son successeur renouvela en participant, en personne, un siècle plus tard, au concile de Latran de 1215. Mais déjà, à cette date, les positions des Latins étaient devenues bien précaires en Palestine... Et quand ceux-ci furent complètement expulsés en 1291 (chute de Saint-Jean d'Acre), la répression musulmane s'abattit sur tous les chrétiens indigènes ; les Maronites se réfugièrent de nouveau dans la montagne, mais ne remirent pas en cause leur union avec Rome. Au concile de Florence (1439), les liens avec Rome furent même resserrés : le pape envoya le pallium au patriarche maronite, et il installa un commissaire apostolique au Liban ; en outre des étudiants

³ — En particulier Mgr Pierre DIB, qui, au XX^e siècle, a consacré plus de trente ans de sa vie à écrire l'histoire de son Église, et qui est l'auteur du copieux article « Maronite (Église) » du *Dictionnaire de théologie catholique*, t. X, I, (1928), col. 1 à 142.

⁴ — Cette thèse de l'« orthodoxie perpétuelle » des maronites est sérieusement, mais pas unanimement, remise en cause par la recherche historique récente (voir, par exemple, *l'Histoire du christianisme*, t. III, Desclée, 1993, p. 407-410).

maronites commencèrent à prendre le chemin de l'Italie, prémices de l'épanouissement des siècles suivants.

Cette fin du Moyen Age est l'époque où la persécution menée par les gouverneurs mamelouks touchait spécialement ces Maronites, qui s'obstinaient à dépendre de Rome. En 1367, un patriarche maronite fut lui-même massacré avec ses moines. C'est à partir de cette époque que, pour des siècles, le patriarche se vit forcé, avec ses proches et quelques-uns de ses évêques, de se retirer au fond de la fameuse vallée de la Qadisha, dans le dénuement de cellules monastiques creusées dans le roc, vivant humblement en travaillant la terre ⁵.

L'époque moderne : un âge d'or pour l'Église maronite

Au XVI^e siècle, les Latins reprennent pied au Proche-Orient, où le Liban sera un de leurs points d'ancrage. La situation politique devient moins sombre, car, jusqu'aux années 1830, le pouvoir ottoman est bien lointain et les émirs libanais (dynasties ma'anide, puis chihabide) ménagent les Maronites. Ceux-ci sont bien unis et forts du prestige de leur patriarche, chef incontesté de leur nation au civil comme au religieux ; dans l'ensemble, les émirs sont bienveillants envers les chrétiens, qu'ils prennent volontiers pour conseillers ; mieux : à la fin de cette période, au moins un ou deux émirs chihabides embrassèrent la foi chrétienne : conversions de circonstance sans doute, mais qui mettent bien en lumière la situation privilégiée du Liban. Les Maronites peuvent quitter la montagne et se répandre vers le sud, et leurs progrès à tous égards (démographie, économie, instruction...) sont incontestables.

L'entente qui se développe encore entre l'Église maronite et le Saint-Siège est un élément décisif de la floraison culturelle qui caractérise la période pour le Liban. En 1584 avait été fondé à Rome le Collège maronite, qui dès lors forma les principaux cadres de l'Église libanaise, et sur place, au siècle suivant, les écoles se développèrent. Ajoutons à cela les liens économiques et culturels avec la France, et l'on ne s'étonnera plus de trouver les Libanais à l'origine de la renaissance culturelle arabe (car tout en conservant la foi chrétienne, les Libanais étaient devenus arabophones). Toute une élite chrétienne se dégageait. Le phénomène est d'ailleurs constant en pays soumis à l'islam : ce sont les chrétiens qui sont les principaux moteurs du maintien et du progrès de la culture ; c'était vrai au début du Moyen Age, quand les lettrés chrétiens

⁵ — Cette « Qadisha », la « sainte » vallée au nord du Mont-Liban, est depuis la fin de l'Antiquité le haut-lieu du Liban chrétien, marqué par la présence ininterrompue de monastères et d'ermitages. Un jour, un consul de France à Sidon, après leur avoir rendu visite, pourra proclamer : « Ils n'ont que des crosses de bois, mais ce sont des évêques d'or ! » La Qadisha allait rester le refuge du patriarche maronite jusqu'en 1830, et demeure aujourd'hui encore le principal pôle spirituel pour tous les chrétiens du Liban.

du Proche-Orient sauvaient l'essentiel de l'héritage intellectuel de l'Antiquité grecque ; c'est vrai aussi pour le Liban à l'époque moderne.

La vocation « catholique » de l'Église maronite était à ce point solide qu'elle ne fut plus jamais remise en cause – ce qui la différencie notablement de la plupart des autres Églises orientales catholiques, qui ne se développèrent qu'à partir du XVIII^e siècle. Quelques remous purent bien agiter la communauté maronite : à l'occasion des interventions pontificales en matière canonique ⁶, ou encore à l'occasion de l'affaire d'Hindiyya d'Alep qui défraya longtemps la chronique ⁷, jamais cependant on n'eut à déplorer la moindre velléité de rupture avec le Saint-Siège. Cette adhésion sans faille à l'Église romaine se trouva renforcée par les études à Rome suivies par la plupart des cadres de l'Église maronite. De fait, les prélats maronites furent les premiers à approuver une certaine « mise aux normes » obtenue progressivement par Rome dans le domaine liturgique : le rite maronite, tout en restant très oriental, imita quelque peu les cérémonies romaines : communion sous une seule espèce pour les fidèles, usage du pain azyme pour l'eucharistie, ornements liturgiques, usage du corporal latin... ; on révisa également le rituel des sacrements pour qu'il fût en plus grande conformité avec la doctrine romaine ; notons enfin que dès 1606, les Maronites adoptèrent le calendrier grégorien. Toutes ces réformes paraissaient, dans le contexte de l'époque, indispensables pour que l'attachement des Maronites au Saint-Siège fût absolument indubitable. De même, sur le plan de la discipline l'Église maronite reçut des structures soli-

6 — La fidélité de l'Église maronite fut vérifiée de façon très probante en 1743 : suite à une élection patriarcale contestée et pour débloquer une situation complexe, le pape Benoît XIV désigna directement un nouveau patriarche maronite, ce qui allait contre tous les usages ; on aurait pu craindre des rébellions, mais toute la nation maronite se soumit à la décision pontificale, qui d'ailleurs n'eut jamais l'occasion de se renouveler.

7 — Hindiyya'Ujaymi, née à Alep (1720-1798), reste une pomme de discorde dans l'historiographie et même dans l'univers mental des Maronites. Elle est pour la plupart d'entre eux une figure mythique de leur épopée religieuse : « âme privilégiée », se réclamant d'apparitions du Christ, elle fonda en 1750 à Bkerké (dans le couvent qui est aujourd'hui le siège du patriarcat maronite) une congrégation de religieuses maronites consacrée au Sacré-Cœur, avec le soutien inconditionnel du patriarche, qui y voyait, entre autres, une occasion de donner un éclat supplémentaire à son Église. Mais quelques religieux latins dénoncèrent bientôt Hindiyya en cour de Rome, en raison de ses soi-disant expériences mystiques douteuses, et de son despotisme à la tête de son couvent. L'affaire traîna plus de trente ans, cristallisant de graves rivalités internes à l'ensemble de la communauté maronite, mais aussi exacerbant, à Rome même, les oppositions entre partisans et adversaires de la dévotion au Sacré-Cœur ; tardivement, après avoir été la source de beaucoup de confusion et de polémiques, la fondatrice et sa congrégation furent définitivement condamnées par Pie VI en 1779, de façon très motivée : pseudo-mystique détestable (donnant dans le quiétisme et la sensualité la plus malsaine), culte de la personnalité de la fondatrice, et même persécutions allant jusqu'à causer la mort de quelques opposantes au sein du couvent ! La justesse de cette condamnation semble être définitivement démontrée par l'étude historique la plus récente, fondée sur des sources exhaustives et incontestables, et dont le titre lui-même est puissamment évocateur : *Hindiyya, mystique et criminelle*, par Bernard HEYBERGER, Paris, Aubier, 2001.

des, mais en contrepartie accepta une tutelle romaine moins lointaine ; de plus, les monastères – très nombreux mais de constitution longtemps assez anarchique – furent structurés de façon certes peu orientale, mais très bienfaisante, ce qui les enracina dans leur rôle de pôles spirituels. Et l'on ne peut manquer de citer, dans cet exposé, quelques personnages, fleurons de la culture libanaise, qui firent (sauf le dernier mentionné) leurs études au Collège maronite romain, et dont nous donnons une liste non exhaustive. Parmi eux, deux patriarches : Georges Amira (auteur, entre autres, d'une grammaire syriaque, imprimée à Rome en 1596), et surtout Étienne Douwaihi (érudit de premier ordre, premier et irremplaçable historien de l'Église maronite, grand liturgiste, prêtre très zélé avant de devenir patriarche de 1670 à 1704). Signalons aussi Abraham Al-Hakeli, dit Ecchellensis († 1664), professeur d'arabe et de syriaque à Pise, Rome, Paris (au Collège de France).

Il faut encore évoquer les savants libanais les plus célèbres : les Assémani, dynastie d'érudits qui laissa une œuvre monumentale sur le christianisme syriaque : Joseph-Simon (1687-1768), qui partagea son temps entre Rome, où il mettait à profit sa connaissance d'une bonne vingtaine de langues, et l'Orient, d'où il rapportait des moissons de manuscrits et où il exerça des fonctions de légat (il présida à ce titre, en 1736, le synode du Mont-Liban, étape décisive, quoique fort laborieusement mise en application, de la réorganisation de l'Église maronite). Sa *Bibliotheca orientalis* est une mine de renseignements sur les églises syriaques ; il fut préfet de la Bibliothèque vaticane, où lui succéda son neveu Étienne-Évode (1711-1782), qui, après une belle carrière de missionnaire et de légat pontifical, poursuivit l'œuvre scientifique de son oncle ; un autre neveu, Joseph-Louis (1710-1782) se contenta d'enseigner le syriaque et la liturgie à Rome, et de publier quelques ouvrages liturgiques et historiques.

Un dernier nom mérite d'être tiré de l'oubli pour démontrer la richesse du renouveau intellectuel libanais à l'époque moderne : l'archevêque d'Alep Germanos Farhat (1670-1732), dont la carrière est remarquable à plus d'un titre : remarquablement doué, il bénéficia d'une instruction fort complète à Alep, sa ville natale, et, aspirant à la vie religieuse, alla sur le Mont-Liban avec quelques compagnons pour fonder, avec la bénédiction du patriarche Étienne Douwaihi cité plus haut, non seulement un couvent mais tout un ordre religieux (ce qui était une nouveauté pour une Église orientale) : les Antonins libanais. Il en fut à plusieurs reprises supérieur général, tout en s'adonnant à des travaux scientifiques et littéraires. Étant de plus renommé pour ses talents d'administrateur hors pair, il fut, en 1725, nommé archevêque (maronite) d'Alep, où son zèle fit merveille. Après sept ans d'activités pastorales fécondes et de travaux littéraires (c'est également à lui que la bibliothèque d'Alep doit sa renommée internationale), Germanos Farhat mourut, unanimement apprécié. Mais si son nom est mis en valeur dans notre article et dans l'histoire de

l'Orient, c'est surtout parce qu'il est inséparable de la renaissance de la littérature arabe, dont il est l'initiateur incontesté. La langue arabe était alors méprisée et délaissée par les musulmans eux-mêmes, au profit du turc. Germanos, arabisant distingué depuis sa jeunesse, en rendit l'étude plus accessible, en rédigeant la première grammaire arabe moderne – encore utilisée aujourd'hui ; il lui rendit ses lettres de noblesse par l'élégance de son style, entre autres dans son œuvre poétique ; enfin, alors que l'arabe semblait irrémédiablement lié à l'islam et au Coran, il le christianisa, pourrait-on dire, en l'utilisant dans ses écrits, ce dont toute la chrétienté orientale fut bénéficiaire, spécialement en Égypte, où les écrivains chrétiens qui ont suscité le réveil littéraire du XIX^e siècle reconnaissent leur dette envers l'archevêque maronite d'Alep.

Le XIX^e siècle : la difficile émergence d'un Liban autonome

Nous avons parlé du XVIII^e siècle comme d'un « âge d'or » pour les Maronites, et les épreuves endurées par les chrétiens du Liban aux deux siècles suivants permettent rétrospectivement de le considérer ainsi. Il faut cependant se garder de forcer le trait : même à l'époque des bienveillants émirs libanais (XVIII^e et début du XIX^e siècle), la « dhimmitude » (c'est-à-dire le statut des chrétiens en terre d'islam) est toujours restée un joug bien pesant, et la persécution latente se ravivait facilement ; on pourrait sans peine citer, aux XVII^e et XVIII^e siècles, des « faits divers » atroces à ce sujet. Il y avait, certes, quelques adoucissements qu'obtenaient les interventions officieuses, mais bien admises, des représentants du roi de France. Mais au XIX^e siècle, la situation s'assombrit et les persécutions violentes reprirent plus qu'auparavant ; il fallut l'intervention occidentale armée pour que les chrétiens du Liban obtiennent la liberté : intervention bénéfique dans l'immédiat, mais qui allait être lourde de conséquences.

C'est que le fragile équilibre des diverses communautés avait été renversé : la supériorité de plus en plus flagrante des chrétiens (par leur nombre et par leur réussite économique et sociale) suscitait les rancœurs de leurs voisins musulmans. De plus, en 1831, l'émir d'Égypte Mehmet Ali avait conquis la Syrie et le Liban, y imposant des réformes occidentalissantes qui, entre autres, émancipaient complètement les chrétiens ; le nouveau statut fut peu durable, car la diplomatie britannique força l'Égypte à se retirer dès 1840. La conséquence immédiate et très grave de ces événements fut de faire voler en éclats la vieille alliance tactique entre Maronites et Druzes (dissidence locale de l'islam). Ces deux communautés propres au Liban avaient longtemps fait front commun face au lointain pouvoir turc, mais tout changea lorsque les Druzes

se mirent à craindre la suprématie maronite et que le jeu de la diplomatie eut opposé les deux peuples (la France, fidèle à sa tradition, protégeait les Maronites, mais l'Angleterre, pour la contrer, s'occupa de soutenir les Druzes qui étaient pour elle des pions utiles sur l'échiquier diplomatique oriental...).

C'est ainsi qu'en 1841 d'abord, puis à grande échelle en 1860, l'aristocratie druze déclencha d'épouvantables massacres de chrétiens, avec le soutien actif des autorités turques (360 villages, 560 églises et 50 couvents détruits et plus de 20 000 victimes en quelques semaines !). Parmi les victimes de ces massacres de 1860, un groupe de martyrs de Damas a été béatifié en 1926 : huit franciscains, et avec eux trois Maronites, les frères Massabki, notables et fervents chrétiens de leurs amis, qui s'étaient réfugiés dans le couvent au moment du massacre : ils sont les premiers Maronites à avoir été portés sur les autels par l'autorité romaine. Les carnages cessèrent grâce à l'intervention militaire de la France de Napoléon III. Les Maronites, traumatisés à juste titre par ces massacres de 1860, émigrèrent en nombre pour les uns ; quant à ceux qui restaient sur place, ils placèrent plus que jamais leurs espoirs de salut dans la protection européenne et dans le fait d'interdire aux musulmans l'accès au pouvoir ; de fait, c'était sans doute la seule possibilité, à court et à moyen terme, d'éviter de nouvelles horreurs.

La diplomatie européenne imposa donc au sultan une solution sécurisante, mais qui, à terme, ne pouvait qu'entretenir les tensions entre communautés : un Liban autonome (quoique réduit : Beyrouth n'en faisait pas partie), avec un gouverneur chrétien, assisté d'un conseil de représentants des différentes communautés du pays. C'est sur ces principes que le Liban va être gouverné jusqu'en 1914. Mais dans ce laps de temps, les données politiques auront considérablement évolué.

L'Église maronite, avec à sa tête son patriarche, était en effet, plus que jamais, une des composantes majeures de la société libanaise. Revenons un peu en arrière : en 1842, le pouvoir turc, pour mieux contrôler la région, avait supprimé l'émirat libanais ; le patriarche devint alors de fait, face au sultan, le seul représentant de la communauté maronite et de l'ensemble de la population du Liban. Après 1860, il conserva ce rôle, avec l'appui quasiment officiel de la France. Pour tous les Libanais, le patriarche était le défenseur efficace, qui garantissait la sécurité des chrétiens et l'autonomie du pays ; défenseur efficace, car s'appuyant sans états d'âme sur la France, laquelle restait soucieuse (même sous la III^e République anticléricale) de maintenir ses positions au Proche-Orient.

Pendant un siècle, le patriarche maronite eut un prestige à peu près incontesté, qui lui permit entre autres de parler haut et fort à Rome pour maintenir les spécificités de sa communauté (face à une politique parfois uniformisatrice des délégués apostoliques ou du Saint-Siège), et aussi, et surtout, de se faire entendre en tant que représentant privilégié des intérêts politiques et

religieux des Libanais. Ce rôle privilégié allait connaître son apogée dans les circonstances qui présidèrent à l'émergence d'une nation libanaise, après l'épreuve de la Première Guerre mondiale. Remarquons encore, dans notre panorama du Liban au XIX^e siècle, que son avance culturelle dans le contexte du Moyen-Orient restait incontestable : écoles et collèges, souvent dans l'orbite des monastères, se fondèrent en nombre ; et la ville de Beyrouth fait figure de capitale intellectuelle, avec le collège jésuite Saint-Joseph (future université francophone) et sa rivale l'université américaine protestante.

Mais avant d'en venir à l'histoire récente du Liban (de 1914 à aujourd'hui, alors que bien souvent encore, la politique allait interférer avec le domaine religieux), nous ne pouvons quitter le XIX^e siècle sans évoquer ce qui était et resta l'âme et le fleuron de la chrétienté maronite : les moines, et parmi eux l'étonnante figure de saint Charbel ⁸.

Les communautés monastiques masculines de type ancien, organisées en deux puis trois congrégations depuis le XVIII^e siècle, restèrent en tout temps florissantes au Liban et ne furent jamais purement contemplatives (quoiqu'on y ménageât toujours des ermitages pour permettre aux âmes avancées de pratiquer un érémitisme un peu strict). Tout au long de l'histoire du Liban, les moines ont été proches de la population en exerçant des activités apostoliques, et aussi en contribuant à la défense de l'identité chrétienne du pays malgré les persécutions.

Au XIX^e siècle, en outre, les congrégations féminines ont connu une magnifique floraison, assez foisonnante : communautés maronites traditionnelles (liées aux ordres maronites masculins ou bien dépendant des évêques) ou de type occidental (les visitandines maronites, fondées au XVIII^e siècle), mais aussi congrégations enseignantes ou hospitalières fondées dans le courant du XIX^e siècle sous l'égide de pères jésuites ou du patriarche lui-même.

Par ses canonisations, Jean-Paul II a attiré l'attention sur quelques belles figures de l'Église libanaise : la sœur Rafqa (= Rébecca) Rayès (1832-1914), moniale maronite, canonisée en juin 2001 ; le père Nihmatullah al-Hardini (1818-1885), canonisé en mai 2004, moine et ascète, artisan du renouveau spirituel de l'Ordre libanais maronite, maître de saint Charbel ; et enfin ce dernier qu'on se doit de présenter un peu longuement.

Charbel Makhoul (1828-1898), moine de l'Ordre libanais maronite, modèle d'obéissance et d'humilité, ermite pendant les vingt-trois dernières années de sa vie, fut frappé d'apoplexie en célébrant la messe et mourut après huit jours d'agonie. Renommé dès son vivant pour ses pouvoirs de thaumaturge, il devint célèbre surtout après sa mort par le prodige de la conservation parfaite de son corps, qui en outre, depuis cent ans, suinte inexplicablement une sueur

⁸ — Bêatifié en 1965 et canonisé en 1977 par le pape Paul VI. Pour les canonisations faites depuis le Concile, voir *Le Sel de la terre* 42, p. 244. (NDLR.)

sanglante ; son couvent Saint-Maroun d'Annaya (sur le Mont-Liban) est l'objet d'un pèlerinage fort fréquenté et est le théâtre de miracles nombreux. Saint Charbel, vénéré par l'ensemble de la population du pays, est le premier saint du Proche-Orient à avoir été canonisé par le pontife romain (en l'occurrence, par Paul VI en 1977). Les Maronites le considèrent à juste titre comme une de leurs plus grandes figures, avec leur fondateur saint Maroun.

De la Première Guerre mondiale à la guerre du Liban : un État chrétien prospère mais fragile

Au début du XX^e siècle, la situation privilégiée des chrétiens du Liban était une fragile exception au Proche-Orient. Suite à l'intervention militaire de la France en 1860, la paix et la prospérité des communautés chrétiennes et de tout le pays ne fut plus entravée, tant sur le plan agricole (développement de l'arboriculture et de l'élevage du ver à soie en particulier) que culturel. La taille fort réduite du Liban autonome ne pouvait suffire cependant à faire vivre tous ses habitants. De cette époque de croissance démographique accélérée date la deuxième vague d'émigration massive des Maronites, à destination de terres neuves, les Amériques et l'Australie en particulier.

Les chrétiens restés sur place eurent alors à cœur d'obtenir une plus grande autonomie ; au Liban, comme dans tout le Proche-Orient, le sentiment nationaliste se développait : ne fallait-il pas s'émanciper complètement du pouvoir turc, lointain, archaïque, et d'ailleurs, pour ce qui est du Liban au moins, étouffé par la protection occidentale ?

Tout cela explique qu'au Levant, les événements de la Première Guerre mondiale eurent un retentissement très grave : le Liban, momentanément privé de ses protecteurs attitrés, et travaillé par les idées séparatistes, subit une occupation extrêmement sévère de la part des Turcs, qui étaient en guerre aux côtés de l'Allemagne. Le pays en sortit exsangue (au moins 150 000 victimes, soit le tiers de la population), mais son prestige moral était intact ; et l'Église maronite avait été l'âme de la résistance du peuple libanais : on compte (au moins au sens large) bien des martyrs dans ses rangs à cette époque.

Après le conflit mondial, comment allait être organisée la région ? Il y eut un temps d'incertitudes, sur lequel nous ne nous arrêterons guère : rivalités locales, projet – soutenu par les Britanniques et les nationalistes arabes – d'un grand État regroupant Syrie et Liban... Finalement, les revendications de la majorité des chrétiens libanais furent satisfaites, grâce aux maladroites du prince irakien Fayçal, qui s'était de lui-même proclamé roi de toute la contrée et fut défait par les troupes du général Gouraud ; ajoutons-y l'intervention personnelle du patriarche maronite Elie Hoyek à la Conférence de la paix à Paris, qui contribua beaucoup à une décision favorable aux chrétiens.

Un État libanais indépendant, à forte coloration chrétienne, vit donc le jour, avec des frontières élargies. Situation très confortable à court terme pour la population chrétienne, mais bien des équivoques demeuraient : l'appui de la France s'était révélé indispensable pour obtenir ce résultat, et puis des régions à dominante musulmane avaient été intégrées au jeune État, sans consultation des habitants ; enfin, le Liban sous mandat français était censé être un État moderne (avec égalité de tous devant la loi), mais dans la pratique on tenait compte de l'appartenance religieuse des habitants – mesure indispensable pour que le pays, conformément aux volontés de ses fondateurs, demeurât un havre de paix pour les chrétiens de la contrée. Tout cela allait donc créer des rancœurs, qui ne manqueraient pas de s'extérioriser lorsque le mandat français s'évanouirait. Et cela, d'autant plus que, de son côté, le nationalisme arabe se développait avec ardeur tout au long du XX^e siècle.

Dans ce Liban multi-confessionnel, mais où les chrétiens tenaient une place prépondérante, l'Église maronite, avec à sa tête son patriarche, continuait à tenir sa place, affichant sans complexe son allégeance romaine et sa francophilie ; le patriarche gardait de fait une autorité plus que morale sur le pays. Cette situation se prolongea lorsque le mandat français disparut et que le pays proclama son indépendance, en 1943. Un diplomate français auteur d'une somme sur les chrétientés d'Orient, Jean-Paul Valognes, dans son livre *Vie et mort des chrétiens d'Orient*⁹, a pu écrire récemment « qu'à la veille de la guerre du Liban, l'Église maronite apparaît comme le type même de l'Église pré-conciliaire, conçue pour des temps de "chrétienté" »... Sous la plume de cet auteur, ce n'est certes pas un compliment ; cependant le même J.P. Valognes reconnaît que l'allégeance des maronites envers le Vatican restait sans faille, et que les autorités civiles elles-mêmes, tout au long de cette période, recherchaient volontiers le soutien du patriarche ; ce fut le cas en 1969 encore, lorsque l'indépendance du pays commençait à être menacée ; le patriarche restait la seule autorité morale vraiment incontestable. Mais un nouveau temps de grandes épreuves allait commencer.

La guerre du Liban et ses suites

Au Liban, derrière une façade brillante, couvaient d'importantes tensions politiques et sociales. Les événements se précipitèrent avec l'installation massive de réfugiés palestiniens (déjà nombreux depuis 1948, après la fondation de l'État d'Israël, mais surtout après l'expulsion de l'O.L.P. de Jordanie en 1970). Les affrontements dégénérèrent en guerre civile, et le pays devint un

⁹ — Paris, Fayard, 1994. Ouvrage fort riche d'informations, mais pas toujours objectif, et non exempt de positions fort modernes à propos de la place de l'Église et des clercs dans la société.

champ d'affrontement pour ses voisins : Israël d'une part, les pays arabes soutenant les Palestiniens de l'autre ; au premier rang du côté arabe : la Syrie, dont les visées expansionnistes sur le Liban n'étaient un mystère pour personne.

Nous ne détaillerons pas les quinze années de guerre (1975-1990) : guerre civile et guerre des armées étrangères (israélienne, syrienne et palestinienne) qui se sont affrontées sur le sol libanais. Ces quinze années ont ruiné le pays à tous égards, et ont pratiquement mis fin à l'indépendance du seul État du Proche-Orient où les chrétiens jouissaient des libertés publiques. Par-delà les événements militaires et politiques, d'une complexité et d'une confusion déconcertantes, il est certain que ce sont les chrétiens libanais (dont les deux tiers sont des Maronites), qui furent les grands perdants dans cette guerre : des centaines de milliers d'entre eux ont été chassés de leurs foyers, s'entassant dans le « réduit chrétien » de la côte ou choisissant l'exil ; des centaines de villages et de lieux de culte chrétiens ont été détruits ; par milliers, des chrétiens ont été victimes de massacres, dont l'atrocité n'a rien à envier à ceux de 1860. Plus grave peut-être, les chrétiens du Liban, au terme de la guerre elle-même, se sont retrouvés profondément démoralisés, non seulement par ces épreuves, mais aussi par les divisions internes qui ont fini par faire s'entre-déchirer les forces militaires chrétiennes.

Pour faire court, il suffira de dire qu'au cours de la guerre, les chrétiens ont varié leurs alliances, mais que leurs espoirs ont toujours été déçus :

— les Occidentaux n'ont jamais voulu intervenir en leur faveur sur le terrain. Pourquoi cette démission ? Entre autres, parce que ni les États laïcisés ni les hommes d'Église soucieux de modernité ne voulaient s'investir en faveur d'une communauté jugée passéiste et dénigrée par l'intelligentsia de gauche ;

— les Israéliens ont parfois fait mine de soutenir, contre la masse des musulmans de la contrée, les chrétiens libanais, mais avec beaucoup d'arrière-pensées, prenant pied dans le pays en 1982 et s'installant durablement au Sud Liban, soutenus d'ailleurs par les miliciens chrétiens locaux – qui n'avaient sans doute guère le choix ;

— mais ce sont les Syriens qui ont le plus profité de la situation : Beyrouth les appela dès 1976 à la rescousse contre l'encombrante présence de l'O.L.P., et dès lors les forces syriennes s'imposèrent, occupant militairement une partie du pays et jetant de l'huile sur le feu. Lorsque le pays fut exsangue, la Syrie parvint à ses fins par les accords de Taëf (1989). Le Liban a donc, de fait, été vassalisé par la Syrie, malgré les répugnances de la plupart des Libanais (pas seulement chrétiens). La guerre inter-chrétienne de 1989-1990 a permis au président syrien Hafez El-Assad de se poser en arbitre ; depuis lors, les dirigeants libanais sont pro-syriens, l'armée syrienne a occupé le pays jusqu'en avril 2005, et le passage à une société de type musulman reste toujours menaçant.

Perspectives pour le Liban et pour les chrétiens maronites

Dans cette situation déplorable – la patrie longtemps asservie et la foi menacée –, quelle peut être la place de l'Église maronite ? Tentons d'y voir un peu clair, en présentant l'actuel chef de la principale confession libanaise :

Élu patriarche des Maronites en 1986, le cardinal Nasrallah Sfeir, comme son prédécesseur, n'a rien d'un entraîneur de foules ; il apparaît comme un homme de compromis (et c'est à cela qu'il doit son élection). De fait, il a toujours prêché la conciliation et la réconciliation (car – ne nous leurrions pas – dans une guerre civile, aucun parti n'est entièrement innocent : la guerre du Liban ne fait pas exception).

Homme modéré par tempérament, Mgr Sfeir a poursuivi la politique de ses prédécesseurs, s'affirmant partisan d'un Liban multiconfessionnel et non d'un réduit chrétien. Il n'a jamais cessé de maintenir le contact avec les différentes factions musulmanes, qui lui témoignent un respect certain ; et même, il a toujours défendu la cause palestinienne, malgré les déboires qui en ont résulté pour le Liban. En 1989, le général Aoun lança une campagne de reconquête chrétienne ; la réserve de Mgr Sfeir à l'égard de cette politique courageuse, mais vouée à l'échec puisque l'Occident ne la soutenait pas, lui valut une désaffection marquée, mais finalement peu durable. Car les divisions et l'effondrement rapide des espoirs de victoire militaire n'ont laissé, du côté chrétien, qu'un seul personnage vraiment crédible : Mgr Sfeir – car lui seul n'est pas discrédité par les querelles des partis ou abattu par la défaite.

A-t-il pour autant renoncé à défendre la chrétienté libanaise ? Il serait injuste de le prétendre : d'abord, Mgr Sfeir se rend bien compte que des positions trop « pugnaces » de sa part risqueraient d'être lourdes de conséquences pour tous les chrétiens du Proche-Orient ¹⁰. Et puis, sa résistance courageuse, face aux exactions et aux menaces syriennes, sa dénonciation de l'injuste occupation du pays prouvent qu'il n'a pas trahi la cause ni renoncé à un rôle politique. Cet engagement politique, au sens noble du terme, était de règle autrefois chez les prélats du Levant. Les analystes occidentaux contestent cet usage, comme démodé et même nuisible depuis le concile Vatican II (J. P. Valognes, dans l'ouvrage mentionné plus haut, développe longuement cette position). Tout bien considéré, il semble pourtant qu'au Liban la conception traditionnelle reste très judicieuse : pour tous les Libanais et pour tous les chrétiens d'Orient, le cardinal Sfeir a une autorité et un rayonnement in-

¹⁰ — Et spécialement en Syrie, où l'on compte encore aujourd'hui environ 10 % de chrétiens, dont 30 000 Maronites...

contestés : ne faut-il pas, alors, qu'il garde son rôle providentiel de porte-parole de sa patrie et de défenseur des chrétiens, au Proche-Orient comme sur la scène internationale ?

Ce rôle est certes bien difficile à exercer, car les autorités romaines elles-mêmes n'abondent pas dans ce sens, par leur volonté de privilégier le dialogue islamo-chrétien. Mais Mgr Sfeir sait résister lorsque l'intérêt et l'honneur de sa patrie sont en jeu ; c'est ainsi qu'il refusa catégoriquement d'accompagner Jean-Paul II en Israël en mai 2000, et en Syrie en janvier 2001 : « Je ne trahirai pas mon troupeau ! Cette visite serait considérée comme un désaveu », affirma-t-il à cette dernière occasion.

Quelques signes d'espoir apparaissent cependant, au moins au niveau politique : en janvier 2001, les forces israéliennes se sont retirées du Sud-Liban... Et en avril 2005, sous la pression internationale, les Syriens ont également évacué le pays, de façon assez inattendue. Mieux : des accords de réconciliation, menés par le patriarche Sfeir, soulignons-le, ont été conclus en juillet 2001 entre Druzes et Maronites : ces derniers acceptèrent d'oublier les massacres encore proches (1983) qui pesaient lourd entre les deux communautés. Ce qui laisse entendre que l'ensemble des Libanais rejettent la mainmise syrienne et qu'ils sont capables de vivre en paix sans être sous tutelle. L'occupation étrangère, qui était la principale cause du déclin du Liban, semble terminée. Le retour d'exil du général Aoun est-il l'annonce d'une renaissance d'un Liban chrétien indépendant ?

Sur le plan géopolitique, il semble que les instances supra-nationales ont le souci de favoriser l'État israélien et donc d'affaiblir les pays arabes voisins de celui-ci : la Syrie est la première visée, ce qui donne, accidentellement, quelque espoir aux partisans d'un Liban indépendant. Suite à l'assassinat du premier ministre Rafic Hariri – qui semble bien être une « gaffe » monumentale commanditée par la Syrie –, tous les Libanais ont momentanément fait front contre la Syrie (à l'exception notable des Chiites) ; et les deux rivaux chrétiens de la fin de la guerre civile, Michel Aoun et Samir Geagea, ont accepté de se réconcilier.

Cela suffira-t-il pour que le Liban garde son caractère, unique au Proche-Orient, de pays où les chrétiens restent très nombreux et sont des citoyens à part entière ? En fait, cela fait au moins dix ans que les chrétiens sont minoritaires (environ 40 %, contre 45 à 50 % de musulmans¹¹). Il faudra, pour renverser le processus démographique, que les chrétiens libanais de la dias-

¹¹ — En l'an 2000, la communauté maronite comptait sans doute (les chiffres sont difficiles à établir, car assez variables suivant les sources...) environ trois millions de membres, dont seulement 25 % (550.000 à 750.000) au Liban même... En dehors du Proche-Orient (Liban, Syrie, Israël, Chypre, Égypte), des diocèses maronites ont été institués au XX^e siècle au Brésil (São Paulo), aux États-Unis (Brooklyn), en Australie (Sydney), au Canada (Montréal) et en Argentine (Buenos Aires).

pora aient le courage de revenir en grand nombre au pays ; ce n'est pas impossible, vu l'attachement viscéral de la population maronite à la terre dont elle a forgé l'identité au cours des siècles. Il faudra aussi, à tout le moins, que sur place, les autorités religieuses et politiques ne tergiversent pas sur l'identité chrétienne du pays ; ce qui ne va pas forcément de soi dans la période post-conciliaire que nous vivons. La montée du péril islamique pourrait ouvrir les yeux de l'ensemble des chefs chrétiens, y compris Aoun (qui s'est longtemps fourvoyé à ce sujet), sur le danger et l'impasse que constitue la référence à la France de 1789 et aux très laïcs Droits de l'homme... Le poids de la population musulmane et l'apparition de l'islamisme interdisent d'être bien optimiste...

Conclusion

Au terme de notre étude, comment l'Église maronite apparaît-elle aujourd'hui ?

Par delà les difficultés politiques du pays, les Maronites continuent à s'affirmer comme l'âme de la nation libanaise, à la fois pleinement orientale et tournée vers l'Occident, enracinés dans un pays où peuvent s'épanouir les chrétiens si malmenés dans les États voisins. Les cadres de l'Église maronite sont dans l'ensemble incontestés : la plupart des évêques ont forcé l'admiration de tous par leur courage durant la guerre civile. Autre atout : la formation du clergé maronite reste fort soignée, spécialement dans le cadre de l'université du Saint-Esprit, tenue par l'Ordre libanais maronite à Kaslik. Les vocations sont très nombreuses ; les moines en particulier sont toujours zélés dans leur ministère et dans leur défense de l'identité chrétienne et libanaise ; les séculiers sont fort dignes à nos yeux de Latins (les prêtres séculiers célibataires sont majoritaires, c'est le choix qu'a fait par exemple le plus célèbre d'entre eux en France, le père Mansour Labaki).

On ne peut omettre de donner quelque information sur la liturgie et la « mentalité ecclésiale » chez les Maronites. En matière de liturgie, notons qu'à partir de 1946, un processus valable de restauration du rite maronite (dans le sens de la fidélité à la tradition antiochienne) avait été entamé. La liturgie maronite a subi une réforme au début des années 1990 – réforme relativement légère : on s'est contenté de forger de nouvelles anaphores (= canons eucharistiques), et de traduire la liturgie en langue vernaculaire, c'est-à-dire en arabe (ou encore en langue du pays, dans la diaspora), mais en conservant des passages – le canon en particulier – dans la langue liturgique traditionnelle : le syriaque. Autre point à souligner, vraiment inquiétant celui-là : les Maronites sont, depuis environ une vingtaine d'années, de plus en plus ouverts aux idées religieuses nouvelles : œcuménisme large, dialogue inter-religieux, piété de type charismatique ; et la tendance à adopter les modes de vie à l'occidentale

se manifeste chez l'ensemble des chrétiens libanais, qui ainsi se démarquent de leurs concitoyens musulmans tentés, eux, par le fondamentalisme... Évolution regrettable, qui menace d'anéantir l'identité chrétienne forte qu'avaient su garder les Maronites jusqu'à la fin des années 1970 et même au-delà.

L'Église maronite conserve cependant encore d'incontestables forces vives et demeure le principal soutien de la nation, avec son patriarche qui en impose à tous, même si les divisions entre factions chrétiennes se retrouvent aussi au sein du clergé... Un Liban où les chrétiens jouissent de la liberté de foi et d'action pourra-t-il se maintenir au XXI^e siècle, alors que le soutien des chrétiens occidentaux continue à lui faire défaut ? On peut être dans le doute : la tentation reste forte pour les élites de s'expatrier. Depuis longtemps maintenant la majorité des chrétiens maronites sont dans la diaspora (en France, dans les Amériques, en Afrique, en Australie...) ; il est vrai que la plupart y gardent une très forte conscience de leur identité.

Sur place, les chrétiens libanais sont partagés entre deux optiques :

— le souci d'assurer leur liberté, au prix d'un compartimentage, voire d'une partition du pays (lequel est déjà bien petit...). C'est plutôt le projet des Maronites « militants » ; mais un Liban chrétien miniature, même soutenu à bout de bras par la diaspora, serait-il viable ?

— et inversement, la volonté de préserver un Liban uni mais multiconfessionnel, qui pourra assurer son rôle de « témoin avancé du Christ dans un Moyen-Orient dominé par l'Islam » (Mgr Sfeir) ; c'est l'espoir qu'entretiennent les évêques, espoir qui peut sembler illusoire et que les dérives œcuménistes post-conciliaires ne pourront que dévoyer...

Notre étude, qui se voulait historique, débouche sur l'actualité la plus récente, sans conclusions assurées ; nous souhaitons, bien sûr, que Dieu, seul véritable maître des événements, permette à la nation libanaise de subsister sur son territoire historique. Mais pour que ce vœu se réalise, il faudra sans doute qu'en Occident hommes d'État et hommes d'Église se mobilisent beaucoup plus pour que continue à exister ce bastion avancé de civilisation que constitue un Liban à l'identité chrétienne bien affirmée.

LE SEL DE LA TERRE

Donner le goût de la sagesse chrétienne

*Revue trimestrielle
de formation catholique*



Maintenir et conserver la saveur du sel de la doctrine quand tout autour devient insipide par la suite de l'abandon de Dieu, c'est le défi que la revue s'impose par son nom même. Le *Sel de la terre* vous offre tous les trois mois des articles simples, diversifiés, adaptés et d'une sûreté doctrinale éprouvée afin de nourrir votre vie spirituelle.

- **Simple**, le *Sel de la terre* ne requiert de ses lecteurs **aucun niveau spécial de connaissance** ; il s'adresse à tout catholique qui veut approfondir sa foi.
- **Diversifié**, le *Sel de la terre* propose à tous une **formation catholique vraiment complète** : études doctrinales et apologétiques, spiritualité et Écriture sainte, histoire et arts de la civilisation chrétienne viennent tour à tour nourrir votre intelligence.
- **Adapté**, le *Sel de la terre* présente les vérités religieuses **les plus utiles** à notre temps et dénonce les erreurs qui menacent aujourd'hui les intelligences.
- **Traditionnel**, le *Sel de la terre* est publié sous la responsabilité d'une communauté dominicaine qui se place **sous le patronage de saint Thomas d'Aquin**, pour la sûreté de la doctrine et la clarté de l'expression.

Cet article vous a plu ?

Vous pouvez :

[Vous
abonner](#)

[Découvrir
notre site](#)

[Faire
un don](#)

Trouvez plus de 1000 articles en accès libre !